

## Cinq ONG s'unissent pour aider les défenseurs des migrants à la frontière franco-italienne

Nice, 27 avr. 2017 (AFP) -

Cinq ONG, Amnesty, la Cimade, Médecins du Monde, Médecins sans Frontières et le Secours catholique, ont annoncé jeudi à Nice un soutien conjoint aux défenseurs des migrants à la frontière franco-italienne où "la situation ne cesse de se détériorer".

Tirant les leçons de leur coopération à Calais, les responsables nationaux de ces cinq associations ont travaillé pendant deux jours en vue de mieux coordonner "dans le long terme et de manière transfrontalière" leurs efforts face aux besoins (vêtements, hygiène, nourriture, soins) et face aux autorités dont ils ont vivement dénoncé l'attitude lors d'un point presse.

"Tous nos réseaux doivent se mobiliser pour appuyer ce qui se fait ici", a exposé Louise Avon, vice-présidente du Secours Catholique. "A nous cinq, nous représentons beaucoup de Français, bénévoles et donateurs (...) On ne veut pas déclarer la guerre à la police mais on veut que la solidarité puisse s'exprimer (...) en toute quiétude".

"Il s'agit de reproduire ce qui a été fait à Calais avec la plateforme solidarité migrants où différentes associations se sont regroupées, on va tenter de faire la même chose ici avec une personne à Nice et une à Vintimille", a précisé Corinne Torre, coordinatrice MSF.

"Il est évident que si la situation n'évoluait pas dans les mois qui viennent dans cette région, on pourrait envisager, nous cinq associations relativement importantes et nationales, un lieu de répit et d'accueil pour contraindre l'Etat à faire son devoir et à accueillir ces gens", a déclaré le Dr Philippe de Botton, responsable de Médecins du Monde, dénonçant "une situation humanitaire intenable sans que les autorités n'aient vraiment réagi" et "un blocage de la frontière ayant conduit à la mort de 11 personnes", des migrants victimes d'accidents en tentant de se rendre en France.

"Les solutions humanitaires sont difficiles à mettre en oeuvre en raison de l'attitude répressive et illégale des autorités", a-t-il ajouté, avant que Cécile Coudriou d'Amnesty France ne dresse la liste des nombreuses entorses au droit relevées à la frontière. La préfecture des Alpes-Maritimes a été condamnée fin mars pour "atteinte grave au droit d'asile".

Côté italien, à Vintimille, le nombre de migrants arrivés depuis janvier est "d'environ 40% supérieur à l'an dernier", a indiqué Maurizio Marmo de la Caritas italienne. "Cela ne s'est presque pas arrêté pendant l'hiver", a-t-il dit, un bénévole français évoquant pour sa part la distribution en ville de 300 à 400 repas par soir, en plus des repas servis au camp Croix-Rouge ouvert par les autorités à l'été 2016 et à l'église San Antonio ouverte à l'appel du pape François.

clr/mdm/nm

Afp le 27 avr. 17 à 18 51.